



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CP.TEIA/2002/10
12 septembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

Deuxième réunion, 6-8 novembre 2002

(Point 5 c) et d) de l'ordre du jour provisoire)

**PROJET DE DÉCISION SUR LE RENFORCEMENT
DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Établi par le Groupe de travail de l'application de la Convention
et approuvé par le Bureau de la Conférence des Parties

La Conférence des Parties,

Rappelant les dispositions des articles 18 et 23 de la Convention CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels,

Constatant que 17 Parties et 2 autres pays membres de la CEE-ONU ont fait rapport sur l'application de la Convention conformément à sa décision 2000/2,

Prenant acte des activités menées par le Groupe de travail de l'application de la Convention en vue de faciliter l'examen de l'application de la Convention, y compris l'analyse des réponses reçues des différents pays et la compilation du «Premier rapport sur l'application de la Convention»,

1. *Adopte* le «Premier rapport sur l'application de la Convention» tel qu'il a été établi et soumis par le Groupe de travail de l'application de la Convention (CP.TEIA/2002/9);

2. *Invite* la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies, avec l'appui du Président de la Conférence des Parties, à prendre contact avec les Gouvernements des Parties qui n'ont pas soumis de rapport, à savoir l'Albanie, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, la Lituanie, le Luxembourg et Monaco, pour s'assurer qu'ils s'acquittent à l'avenir de leur obligation d'établir des rapports au titre de la Convention;

3. *Encourage* en particulier les États membres de l'Union européenne et les pays candidats à l'entrée dans l'Union qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention, ou à y adhérer, et à l'appliquer sans délai, étant entendu que le respect de la Directive «Seveso II» suppose dans la pratique le respect de la Convention;

4. *Prie* toutes les Parties à attribuer le rang le plus élevé de priorité à l'identification et à la notification à toutes les parties potentiellement intéressées des activités dangereuses relevant de leur juridiction, en tant que point de départ d'une véritable coopération entre Parties voisines;

5. *Charge*:

a) Le Groupe de travail de l'application de la Convention d'établir un document sur les moyens de résoudre les difficultés liées à l'identification des activités dangereuses, comme la collecte de données sur les substances dangereuses sur le lieu d'activités dangereuses, à l'application de l'annexe I à la Convention et à l'interprétation des critères de lieu figurant dans les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention (ECE/CP.TEIA, annexe IV, appendice);

b) Le Bureau, en collaboration avec le Groupe de travail de l'application de la Convention, d'organiser un atelier sur les difficultés liées à l'application de la Convention signalées dans le «Premier rapport sur l'application de la Convention», en ce qui concerne en particulier: i) l'identification des activités dangereuses, ii) la notification de telles activités aux Parties voisines, iii) la mise en place d'une coopération bilatérale et iv) l'information du public et les moyens d'en favoriser la participation comme le prévoit la Convention;

c) Le Groupe de travail de l'application de la Convention de modifier le mode de présentation qui sera utilisé pour la prochaine période d'établissement des rapports, en clarifiant certaines questions;

d) Le secrétariat de la Convention de coordonner la réalisation d'un essai du Système de notification des accidents industriels et d'organiser dans son cadre une consultation entre les points de contact.

6. *Élit*, sur la base des candidatures proposées par les Parties, les membres ci-après du Groupe de travail de l'application de la Convention, qui rempliront ces fonctions jusqu'à la troisième réunion de la Conférence des Parties:
